

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [94] (2006)
Heft: 1504

Artikel: Une politique féministe est-elle possible : quelques pistes !
Autor: Pralong, Estelle
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-283020>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

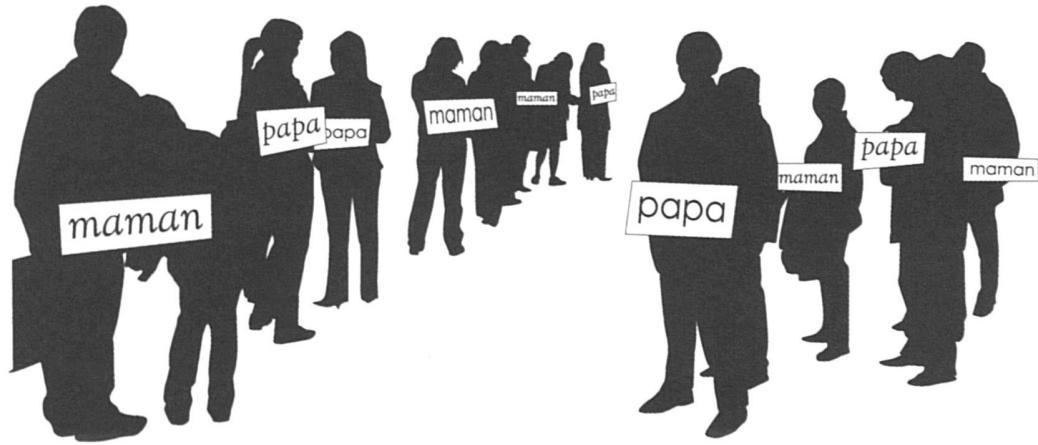
Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une politique féministe est-elle possible: quelques pistes!

Alors que des politiciens s'agitent pour interdire les chiens dangereux, que d'autres décident qu'expulsions et fermeture des frontières résoudront les problèmes du pays, à l'heure où il est de bon ton de déplorer quotidiennement les inégalités salariales entre homme et femme, et où le nec plus ultra en matière d'idéologie se réduit aux chiffres noirs des institutions étatiques, l'équipe de L'émiliE a décidé de consacrer son énergie à l'élaboration de quelques pistes politiques qu'elle considère comme plus pertinentes.

ESTELLE PRALONG



Si nous autres féministes trouvons la critique souvent nécessaire, s'il nous paraît indispensable de déplorer les dysfonctionnements de notre société, nous avons voulu cette fois-ci proposer des solutions. C'est ainsi qu'est née l'idée de ce dossier portant sur trois «réformes» politiques concernant des enjeux socio-économiques essentiels :

Le mariage est un des sujets sur lequel nous avons décidé de plancher, ou plutôt sur ce que nous pourrions appeler un « partenariat élargi ». Il s'agit d'envisager des alternatives à cette institution qui apparaît à certain-es comme un pilier indispensable à la famille, et donc à la société alors que le mariage correspond de moins en moins à la réalité sociale et aux attentes des Suisses. D'autres solutions existent ! Des législateurs et autres spécialistes, au Canada notamment, les envisagent sérieusement. Une évolution importante du droit de la famille, par exemple, ne signifierait pas forcément piétiner la notion de famille mais plutôt recentrer la législation sur la parentalité et favoriser une égalité de droit et de fait entre hommes et femmes sur un grand nombre de questions fondamentales.

Recevoir chaque mois de l'argent, que nous ayons un travail ou non, voilà qui paraît séduisant mais utopiste ! Pourtant, l'allocation universelle ou revenu de base (voir les émiliEs des mois de février, mars, avril et juin 2005) est envisagée comme une réelle possibilité par des économistes sérieux et compétents ! Il s'agit d'une réflexion socio-économique essentielle qui touche aux questions du retour possible ou non du plein emploi dans nos économies ainsi qu'à la question du droit au travail. Un tel système pour toutes et tous favoriseraient, par exemple, une meilleure insertion dans le marché du travail de ceux et surtout de celles qui en sont exclu-e-s.

Enfin, l'ultime proposition envisagée ici, mais non la moindre, consisterait en l'abolition du sexe comme catégorie juridique et administrative pertinente. Les membres d'une société sont classés selon plusieurs catégories, l'origine, la catégorie sociale, l'âge... mais avant tout selon leur appartenance sexuelle. Supprimer cette variable paraît presque impensable ! Chacun-e d'entre nous éprouve constamment le besoin de savoir si la personne à qui nous avons à faire est un homme ou une femme. Cette division binaire, si elle correspond à une certaine réalité physiologique et à un universel social, a des conséquences trop importantes sur les individus et les rôles qui leur sont attribués. Evacuer la variable sexe du droit et de notre carte d'identité pourrait donc avoir des effets considérables en matière de discrimination de genre, ainsi que sur les attentes, droits et devoirs attachés au sexe biologique.

L'équipe de l'émiliE a bien conscience qu'aucune de ces réformes ne constitue une solution miracle, ni même forcément une solution, mais juge indispensable de stimuler le débat démocratique. Chacune de ces «réformes» est expliquée et présentée avec ses avantages, mais aussi ses éventuelles conséquences non souhaitables. Les pistes que nous lançons vers une politique féministe sont aussi là pour montrer qu'envisager de véritables changements est possible. Il ne s'agit pas de propositions révolutionnaires, mais de politiques ambitieuses et réalistes.